

Cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots

Procédure SG-SAD3-004-25

Accord-cadre relatif à la réalisation et la mise à disposition de panoramas numériques de presse et d'une base de donnée d'articles de presse destinés aux directions des pôles du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et du ministère de la Transition Écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Lot 1 : Réalisation et mise à disposition de panoramas numériques de la presse

Lot 2 : Base de donnée^s d'articles de presse

Table des matières

1 -	Objet du marché	5
1.1 -	Description de l'objet	5
1.2 -	Code de la nomenclature	5
1.3 -	Lieu d'exécution	5
2 -	Coordonnées de l'acheteur et bénéficiaires de l'accord-cadre	5
3 -	Caractéristiques de l'accord-cadre	6
3.1 -	Nature de l'accord-cadre	6
3.2 -	Allotissement	6
3.3 -	Forme de l'accord-cadre	6
3.4 -	Durée de l'accord-cadre	6
3.5 -	Montant estimatif de l'accord-cadre	Erreur ! Signet non défini.
4 -	Prix de l'accord-cadre	6
4.1 -	Nature des prix	6
4.2 -	Contenu des prix	6
4.3 -	Révision des prix	7
4.4 -	Clause butoir	7
4.5 -	Marché de prestations similaires	Erreur ! Signet non défini.
5 -	Procédure de passation	7
6 -	Pièces constitutives du marché	8
7 -	Clause sociale incitative : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations	8
Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engagera à actualiser le questionnaire chaque année, à la date anniversaire de la notification.		
8 -	Clause environnementale	9
9 -	Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	9
10 -	Modalités d'exécution des prestations	10
10.1 -	Conduite des prestations par une personne désignée	10
10.2 -	Constataion de l'exécution des prestations	10
10.3 -	Suivi technique et financier du marché	11
11 -	Modalités d'exécution des bons de commandes	11
11.1 -	Modalités d'émission des bons de commande	11
11.2 -	Contenu des bons de commande	12
11.3 -	Signature des bons de commande	12
11.4 -	Délais de livraison des prestations	12
11.5 -	Modification d'un bon de commande	12
11.6 -	Annulation ou modification des bons de commande	12
11.7 -	Durée d'exécution des bons de commande	13

12 -	Obligation de confidentialité du titulaire	13
13 -	Protection des données à caractère personnel	13
13.1 -	Traitement des données à caractère personnel	13
14 -	Modalités de règlement	15
14.1 -	Acompte	15
14.2 -	Avance	15
14.3 -	Forme et périodicité des paiements	15
14.4 -	Délais de paiements	16
14.5 -	Intérêts moratoires	16
14.6 -	Changements affectant le titulaire	16
15 -	Constatation de l'exécution des prestations	16
15.1 -	Opérations de vérification	16
15.2 -	Réception, ajournement, réfaction et rejet	17
16 -	Facturation	17
16.1 -	Mentions obligatoires	17
16.2 -	Envoi des factures dématérialisées	17
17 -	Pénalités	17
18 -	Obligations du titulaire	18
18.1 -	Communication des difficultés rencontrées	19
18.2 -	Obligations de l'acheteur	19
19 -	Résiliation du marché	19
20 -	Dispositions diverses	20
20.1 -	Propriété intellectuelle	20
20.2 -	Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du Code du travail	21
20.3 -	Assurance	21
20.4 -	Nantissement ou cession de créance	21
21 -	Sous-traitance	22
21.1 -	Acceptation des sous-traitants	22
21.2 -	Paieement des sous-traitants	22
22 -	Litiges	23
23 -	Dérogations au CCAG/FCS	23

1 - Objet du marché

1.1 - Description de l'objet

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation et la mise à disposition de panoramas numériques de presse et d'une base de donnée d'articles de presse destinés aux directions des pôles du ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation et du ministère de la Transition Écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Le lot 1 a pour objet la réalisation, et la transmission sous format électronique, de panoramas de presse quotidiens sur l'action des ministères, de leurs services et la situation de leurs champs d'activité.

Le lot 2 a pour objet la mise à disposition d'une base de données d'articles issus de la presse française, papier et Internet (pure-players et sites web de la presse et des médias audiovisuels).

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.2 - Code de la nomenclature

Les numéros de référence à la nomenclature CPV sont :

Code principal : 92400000-5 ► services d'agence de presse

1.3 - Lieu d'exécution

**Direction de la communication
244, boulevard Saint-Germain
75 007 Paris**

La prestation est exécutée chez le prestataire et utilisée aux ministères.

Des réunions sont néanmoins à prévoir dans les locaux des ministères à Paris et en Île-de-France.

2 - Coordonnées de l'acheteur et bénéficiaires de l'accord-cadre

**Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique
Secrétariat général
Direction de la communication
244, boulevard Saint-Germain
75 007 Paris**

La Direction de la communication (DICOM) est chargée de la passation, de la signature et de la notification du marché pour le compte de l'ensemble des directions de l'administration centrale. Elle est également chargée de piloter et de coordonner le marché.

Les Directions d'administration centrale qui passent des commandes sont habilitées à en assurer l'exécution.

Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

3 - Caractéristiques de l'accord-cadre

3.1 - Nature de l'accord-cadre

Ce marché est un marché de services. Il est soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de « fournitures courantes et services » (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009.

3.2 - Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

- Lot 1 : Réalisation et mise à disposition de panoramas numériques de la presse
- Lot 2 : Base de données d'articles de presse

3.3 - Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu sous la forme un accord-cadre à bons de commande en application de l'article R2162-2 du Code de la commande publique.

Il est conclu avec un attributaire unique pour chaque lot, sans montant minimum et avec un montant maximum fixé sur 4 ans, soit la durée totale du marché de :

- Lot 1 : 840 000 €HT

- Lot 2 : 816 000 €HT

Le montant estimatif de chaque lot correspond au montant maximum défini ci-dessus.

3.4 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois. Sa durée maximale ne peut excéder 48 mois.

La décision de non reconduction est notifiée au titulaire dans un délai de **deux mois** avant la date anniversaire du marché.

4 - Prix de l'accord-cadre

4.1 - Nature des prix

Les prix des prestations sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

4.2 - Contenu des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations prévues au titre du présent marché pour les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires, qui inclut la possibilité de prestations sur devis (UO 17 pour le lot 1 et UO 30 pour le lot 2).

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix seront indiqués sur une base mensuelle.

Le candidat indiquera les tarifs des articles dont il pourrait être amené à gérer les droits en fonction d'accords particuliers avec des éditeurs.

Un lissage trimestriel du décompte des articles sera effectué pour s'assurer que le nombre d'alertes correspond à la ligne du BPU et pouvoir ajuster sous forme de trop perçu ou de facturation complémentaire les droits de rediffusion le cas échéant. Un système d'alerte sur la consommation doit être mis en place pour anticiper des ajustements des droits de rediffusion.

4.3 - Révision des prix

Conformément aux articles R2112-8, R2112-9 et R2112-13 du Code de la commande publique, les prix sont définitifs et révisibles.

Les prix peuvent être révisés annuellement, à la date anniversaire du marché.

Le titulaire adresse ses nouveaux tarifs à l'acheteur, un (1) mois avant la date de renouvellement, par courrier électronique à : contact.dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ils sont révisés par référence à l'évolution de l'indice INSEE : 010766583 (prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF70.21 – Services de relations publiques et communication). Indice disponible sur le site <https://www.insee.fr>.

La variation des prix s'applique selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$

où

- P = le prix révisé ;
- P_i = le prix initial ;
- V_t = la valeur définitive de l'indice à la date de notification ;
- V_i = la dernière valeur connue du même indice à la date de la demande faite par le titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le prix révisé est arrêté à la deuxième décimale.

Les prix révisés sont ferme pour la nouvelle période d'exécution du marché. Ils s'appliquent à tous les bons de commande émis après cette date.

4.4 - Clause butoir et de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix est limitée à 3% du prix initial du marché. Dès lors que la révision annuelle des prix conduit à une augmentation supérieure à ce seuil, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations à la date du changement de prix, ou de négocier avec les prestataires, le cas échéant, une augmentation supérieure à ce seuil.

5 - Procédure de passation

En application des articles L. 2124-2 et R. 2161-6 à 12 du Code de la commande publique, le marché est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

6 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché — seuls faisant foi les exemplaires originaux uniques conservés dans les locaux de l'acheteur — sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du lot 1 et ses trois annexes :

Annexe n°1 : l'annexe financière - bordereau des prix unitaires (BPU)

Annexe n°2 : les horaires d'envoi des panoramas

Annexe n°3 : les délais de pège des supports

- L'acte d'engagement du lot 2 et ses trois annexes :

Annexe n°1 : l'annexe financière – bordereau des prix unitaires (BPU)

Annexe n°2 : les délais d'indexation

Annexe n°3 : les délais d'envoi d'articles

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1 et ses trois annexes :

Annexe n°1 : Compositions des panoramas

Annexe n°2 : Thèmes et mots clés des panoramas

Annexe n°3 : Plans (rubriques) des panoramas de presse

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 2 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et publié le 19 mars 2009 ;
- l'offre technique du titulaire.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces consultatives – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché ne comprend que la copie des pièces signées par l'acheteur, à savoir l'acte d'engagement et ses trois annexes, et le cas échéant, le document de mise au point des composantes du marché ainsi que les actes spéciaux de sous-traitance.

7 - Clause sociale incitative : Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

Pour promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle et prévenir des discriminations, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans la présente consultation une clause incitative de promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle. Cette clause est applicable à l'ensemble des lots du présent marché.

Par le biais de cette incitation, les ministères souhaitent mobiliser leurs fournisseurs afin d'être informés de leurs actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de sensibiliser davantage à ces enjeux.

Pour répondre à cette ambition, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire relatif à la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et à la prévention de la discrimination, en annexe 2 au règlement de la consultation.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engagera à actualiser le questionnaire

chaque année, à la date anniversaire de la notification.

8 - Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- Les livrables sont fournis au format numérique et l'attention des candidats est attirée sur le poids de ces derniers.
- Le titulaire s'engage à conserver les livrables dans un lieu ou un serveur sécurisé. Le titulaire doit mettre en place des mesures et dispositifs qui permettent la réduction de l'empreinte environnementale et assurent l'efficacité énergétique de sa solution logicielle et de son hébergement.
- Le titulaire s'engage également à assurer la cohérence des messages et des visuels avec les engagements écoresponsables de l'État en matière de réduction de l'impact environnemental de ses activités : vigilance sur les messages « greenwashing ».

Il peut s'appuyer sur les recommandations de l'ADEME <https://communication-responsable.ademe.fr/> et les bonnes pratiques préconisées par l'État en matière de numérique responsable : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/>.

9 - Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du Code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis¹, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du Code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à

¹ Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr> .

10 - Modalités d'exécution des prestations

10.1 - Conduite des prestations par une personne désignée

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot.

La bonne exécution des prestations dépend notamment de la qualité de la relation qui doit s'établir entre les représentants respectifs du titulaire et de l'acheteur. À cette fin, les modalités suivantes sont prévues ci-après :

La DICOM est l'interlocuteur principal du titulaire de chaque lot. Elle a la charge du suivi de la prestation au titre de la personne publique et est habilitée, avec les directions d'administration centrales ayant recours au marché, à délivrer la constatation de service fait. Celle-ci conditionne le paiement des prestations exécutées et validées.

Le titulaire désigne un responsable de l'exécution des prestations, interlocuteur privilégié de la DICOM qui assure la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations couvertes par le présent accord-cadre. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du projet. Il lui appartient de définir l'organisation de son équipe. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et l'en informer.

À défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de 7 jours indiqué ci-dessus, le marché pourra être résilié.

10.2 - Constatation de l'exécution des prestations

La direction à l'origine du bon de commande effectue les opérations de vérification concernant l'ensemble de la prestation dans les conditions prévues dans le CCAG-FCS.

Le titulaire du marché s'engage à répondre immédiatement aux attentes du présent marché et travaille en étroite collaboration avec la direction à l'origine du bon de commande qui vérifiera la qualité des prestations, leur conformité avec les objectifs fixés dans le présent marché et veillera au respect des délais de livraison mentionnés dans les bons de commandes.

10.3 - Suivi technique et financier du marché

Afin de permettre un suivi de l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire à une fréquence trimestrielle un état de consommation.

Le marché étant mis à disposition d'un grand nombre d'acteurs de services différents, à la demande de l'acheteur, le titulaire transmet un état récapitulatif des bons de commande reçus :

- Objet de la commande ;
- Service émetteur ;
- Nom du commanditaire ;
- Date ;
- Montant HT et TTC de la commande ;
- N° du marché (numéro d'engagement juridique de référence (EJ)) ;
- N° du bon de commande ;
- Date du service Fait ;
- Date et montant HT et TTC de la facture.

Cet état récapitulatif au format Excel est transmis par mail, **tous les trois mois** suivant la date de notification et avant le 15 du mois suivant, auprès du représentant de l'acheteur désigné conformément à l'article 2 ci-dessus et selon le calendrier suivant :

MOIS	ÉCHÉANCE
JANVIER	Avant le 15 du mois
AVRIL	
JUILLET	
OCTOBRE	

L'acheteur pourra le cas échéant organiser une réunion avec l'interlocuteur privilégié du titulaire afin de faire un point d'étape sur le suivi du marché. L'acheteur peut organiser cette réunion en visioconférence ou en présentiel sur son site à Paris.

11 - Modalités d'exécution des bons de commandes

11.1 - Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre s'exécutent par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire par l'acheteur. Les modalités de cette notification sont définies d'un commun accord avec le titulaire lors de la notification du marché.

Les bons de commande sont émis sur la base des tarifs unitaires figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement de chaque lot.

Le titulaire du marché exécute les prestations définies dans le bon de commande dans les délais contractuels y figurant.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception. Ils sont exécutoires dès leur réception par le titulaire. La date de réception du bon de commande par le titulaire vaut date de notification.

11.2 - Contenu des bons de commande

Les bons de commande mentionnent :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro (n° EJ Chorus) et l'objet du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant des factures **FAC9450075** (SE01 pour la DGAC);
- les prestations à exécuter désignées par l'intitulé figurant dans le BPU;
- les quantités à exécuter ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises.

Le titulaire informe l'acheteur, dans un délai de quinze jours, conformément aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, de ses éventuelles observations sur les bons de commande qui lui sont notifiés ; ces bons de commande, conformément à l'article 3.7.3 du CCAG/FCS, restent pleinement exécutoires.

11.3 - Signature des bons de commande

Les bons de commande sont signés par l'acheteur ou, par empêchement, par toute personne placée sous son autorité ayant reçu délégation dans le cadre de ses attributions, et par toutes les directions centrales ayant recours au marché.

11.4 - Délais de livraison des prestations

Les horaires de livraison des prestations sont ceux définis dans le CCTP de chaque lot et complétés par ceux fixés par le titulaire dans les annexes n° 2 et n°3 à l'acte d'engagement du lot 1 et du lot 2. Les temps de vérification ne sont pas pris en compte dans ce délai conformément à l'article 3.2.6 du CCAG/FCS.

11.5 - Modification d'un bon de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, notamment pour mettre en place un nouveau panorama ou en supprimer un, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange (courrier, télécopie, courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'ouvre pas droit à indemnité.

11.6 - Annulation ou modification des bons de commande

L'acheteur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en augmentant ou en diminuant la quantité des

prestations commandées.

La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner, l'acheteur s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire.

11.7 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du contrat.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels prévus au contrat, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois (3) mois calendaires après la fin du contrat.

12 - Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du présent contrat, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité de l'article 5.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'engage à ne faire état des résultats à aucun tiers, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

13 - Protection des données à caractère personnel

13.1 - Traitement des données à caractère personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données

personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par l'acheteur.

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique et téléphone :

- contact.dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr / 01 40 81 19 32
- auprès du représentant de l'acheteur qui sera désigné lors de la réunion de lancement du marché.

Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante :

dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile. La notification contient au moins les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Il répond en outre sans délai à toutes les demandes de l'acheteur et de son délégué à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données de l'acheteur, en lien avec les services de l'acheteur en charge de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après envoi par le DPD de l'acheteur d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel, dans un délai de 72 heures au plus tard.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

14 - Modalités de règlement

14.1 - Acompte

Conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées au moment de la demande. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, la périodicité de versement des acomptes est ramenée à un mois à la demande du titulaire.

14.2 - Avance

L'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum. L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT (hors prestation sous-traitées) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois remplissant les conditions suivantes :

- si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande divisé par la durée en mois prévue pour son exécution.

Le taux de l'avance est porté à 40 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7 du CCP.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement partiel définitif. Il commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

14.3 - Forme et périodicité des paiements

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque bon de commande est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par l'acheteur et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Le marché donne lieu, pour chaque bon de commande, à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait par l'acheteur.

Pour l'ensemble des prestations, les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article ci-après.

14.4 - Délais de paiements

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

14.5 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

14.6 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'acheteur de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre). L'acheteur ne peut être tenu pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au titulaire dont il n'aurait pas eu connaissance.

Les informations, accompagnées de tous les justificatifs utiles, sont envoyées par voie postale ou par messagerie à l'adresse suivante :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique

Secrétariat général

DICOM

244, boulevard saint germain – 75 007 Paris

dicom.sg@developpement-durable.gouv.fr

15 - Constatation de l'exécution des prestations

15.1 - Opérations de vérification

L'acheteur à l'origine du bon de commande procède aux opérations de vérification quantitative et qualitative à compter de la livraison de la prestation.

15.2 - Réception, ajournement, réfaction et rejet

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet suivant les modalités des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Il est toutefois dérogé aux délais prévus par les articles 30 du CCAG-FCS :

- toute décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet doit être notifiée par l'acheteur le jour même de la livraison,
- les prestations ajournées doivent être mises au point et à nouveau présentées par le titulaire le jour même de la livraison.

16 - Facturation

16.1 - Mentions obligatoires

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro (n° EJ Chorus) et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **FAC9450075** (SE01 pour la DGAC),
- L'identification, en cas de facturation électronique, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

16.2 - Envoi des factures dématérialisées

Le titulaire transmet les factures sous forme dématérialisée en se connectant sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) pour accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre de la dématérialisation des factures.

Toute facture dématérialisée doit préciser le code du service exécutant, à savoir FAC9450075 (SE01 pour la DGAC) et le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence.

17 - Pénalités

En cas de manquement à ses obligations contractuelles régissant chaque lot du présent marché et

par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités décrites ci-après.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Il est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148, du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Pénalités pour retard

S'agissant du lot 1 :

En cas de livraison du panorama de presse quotidien numérique non conforme au délai de livraison défini dans le cahier des charges techniques, une pénalité de 100 euros par tranche de 30 minutes de retard est appliquée à partir du 2ème retard sur 30 jours glissants.

En cas de résolution d'incident non conforme au délai défini dans le cahier des charges techniques, le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 €, par heure de retard.

S'agissant du lot 2 :

En cas de délais d'indexations non conformes à ceux définis par le titulaire dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement, une pénalité de 50 € est appliquée à partir d'une demi-journée de retard.

En cas de délais d'envoi des alertes non conformes à ceux définis par le titulaire dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement, une pénalité de 50 € est appliquée à partir de 2 heures de retard.

Pour les deux lots :

En cas de retard dans la remise des documents demandés, le titulaire encourt une pénalité fixée à 50 € par jour calendaire de retard.

Pénalités pour absence de suivi du plan d'amélioration continue

Pour les deux lots :

En cas d'absence de suivi du plan d'amélioration continue défini dans les CCTP de chaque lot, une pénalité de 100 € par manquement est appliquée.

18 - Obligations du titulaire

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de l'acheteur et à ce titre est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

a) Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, l'acheteur peut résilier le marché.

b) Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le ministère.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'acheteur différente de celle qu'il aurait préconisée.

c) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

d) Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage pour lui, ou toute personne agissant pour son compte, à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celles expressément prévues au présent marché et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

L'acheteur sera fondé à résilier de plein droit le lot sans indemnités en cas de manquement du titulaire ou de l'un de ses co-traitants ou sous-traitants à l'obligation de discrétion.

18.1 - Communication des difficultés rencontrées

En application de l'article 13.2 du CCAG-FCS, le titulaire signale immédiatement à l'acheteur toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations et notamment ceux échappant à sa responsabilité. Dans ce dernier cas, il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision. Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Conformément à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

18.2 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, tous les matériels et informations jugés nécessaires à la bonne exécution du marché après accord entre les deux parties.

19 - Résiliation du marché

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS et dans les cas prévus

dans le présent CCAP.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par l'acheteur.

Le marché est résilié, après mise en demeure, si le titulaire contrevient aux obligations prévues à l'article 324.4 ou 324.7 du code du travail.

20 - Dispositions diverses

20.1 - Propriété intellectuelle

Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir, pour le monde et pour la durée légale des droits d'auteur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser le logiciel proposé par le titulaire et la documentation afférente pour les besoins découlant de l'objet de chaque lot de l'accord-cadre.

Redevances des droits d'auteurs

Le prestataire informe l'administration, la conseille et l'assiste dans la mise en œuvre des démarches visant à sa mise en conformité avec la réglementation régissant l'acquittement de ces droits, en France et à l'étranger.

Le titulaire s'assure que les productions qu'il livre dans le cadre de chaque lot du présent accord-cadre ont fait l'objet, auprès des organismes collecteurs ou des éditeurs concernés, de l'acquittement des droits de reproduction, de retranscription et de diffusion.

La collecte de ces droits pourra être assurée par le titulaire pour tout ou partie des articles diffusés et mis en ligne selon les accords dont il dispose.

De son côté, l'administration dispose d'un contrat avec le Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) et peut s'acquitter par conséquent des redevances dues pour les articles issus des publications pour lesquelles le CFC gère ces droits.

Le titulaire fournit obligatoirement le récapitulatif et le comptage des articles nécessaires à la déclaration des droits de copie afin que l'administration puisse en vérifier l'exactitude, contrôler le montant des redevances dues au titulaire ou au CFC, et dans ce dernier cas le titulaire fournira toutes les informations utiles à l'administration afin qu'elle puisse remplir ses déclarations auprès du CFC.

Pour mémoire, l'exploitation de la base de données extranet pour chacun des lots s'entend droits inclus pour la consultation.

Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux Résultats

Le titulaire cède à l'administration les droits d'exploitation afférents aux livrables attendus dans le présent marché (hors droits de copie mentionnés précédemment) : résumés, traductions, exports d'analyses quantitatives... Cette cession est réalisée à titre non exclusif et pour le monde entier, à compter de la signature des présentes, pour une durée de 4 ans.

Le titulaire du marché cède pour les livrables attendus, de façon non-exclusive, au pouvoir adjudicateur, les droits suivants :

- Le droit de reproduction et d'utilisation pour quel qu'usage que ce soit, par quel que procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur (papier, supports dématérialisés...) ;
- Le droit de représentation et de diffusion de quelle que façon que ce soit, sur quel que support que ce soit;
- Le droit d'adaptation, de traduction, en toute langue, le droit de corriger, de réaliser de nouvelles versions, de maintenir, modifier, décompiler, assembler et de transcrire ;
- Le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés.

L'administration pourra ainsi utiliser les résultats susmentionnés à des fins, tant internes aux services des ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique, qu'à titre de mutualisation des savoirs et connaissances avec d'autres administrations publiques (incluant les autres ministères et leurs opérateurs).

20.2 - Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du Code du travail

Le titulaire remet à l'acheteur, lors de la notification du marché puis tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, la liste nominative des salariés étrangers qui sont employés pour l'exécution du marché et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste - précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail - est établie à partir du registre unique du personnel.

20.3 - Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, il doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

20.4 - Nantissement ou cession de créance

En vue de nantir ou de céder la créance qu'il détient sur l'acheteur, le titulaire peut réclamer une copie du marché dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-46 à R2191-53 du CCP.

L'acheteur remet, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant payé directement, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La demande est adressée au bureau SAD3 par courriel à : sad3.sas.daf.sg@developpement-

21 - Sous-traitance

21.1 - Acceptation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance — et, le cas échéant, les modalités de variation des prix — et, le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial — ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes —, il demande la modification de l'exemplaire unique du marché. Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

21.2 - Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Notamment, l'acheteur doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;

- du titulaire, l'accord, total ou partiel, sur le paiement demandé, cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze jours après avoir reçu la demande de paiement du sous-traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

22 - Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et l'acheteur, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 bd de l'Hautil - BP 30 322 - 95 027 Cergy-Pontoise cedex

Tél : +33 130 173 400 - Fax : +33 130173459 - E-mail : greffe.ta-cergyponoise@juradm.fr

23 - Dérogations au CCAG/FCS

Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
10.2.3	4.3
4.1 et 4.2.1	6
3.4.3	10.1
30	15.2
14	17
42	19